



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SARTHE

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT
LA MODIFICATION DE PROFIL DE COURS D'EAU "LE COËLON"
COMMUNE DE BEAUFAY

DOSSIER N° 72-2015-00299

La préfète de la SARTHE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de l'Huisne ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 11/09/15, présenté par l'ASSOCIATION SYNDICALE DES RIVERAINS DE L'HUISNE ET DE LA VIVE PARENCE représenté par Monsieur le Directeur BONTEMPS Claude, enregistré sous le n° 72-2015-00299 et relatif à : La modification de profil de cours d'eau "Le Coëlon" sur la commune de Beaufay ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**ASSOCIATION SYNDICALE DES RIVERAINS DE L'HUISNE ET DE LA VIVE PARENCE
avenue de Verdun - 72160 CONNERRE**

concernant :

La modification de profil de cours d'eau "Le Coëlon"

dont la réalisation est prévue dans la commune de BEAUFAY

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau: 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Déclaration	Arrêté du 28 novembre 2007

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 11/11/2015, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de BEAUFAY où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de BEAUFAY par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-51 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.


Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Le Mans, le 17 septembre 2015
Pour la Préfète de la SARTHE
P/Le Directeur Départemental des Territoires
Le Chef du Service Eau – Environnement,

Philippe NOUVEL





PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Direction Départementale
des Territoires de la Sarthe

Monsieur le Directeur
ASSOCIATION SYNDICALE DES RIVERAINS DE
L'HUISNE ET DE LA VIVE PARENCE
avenue de Verdun
72160 CONNERRE

Service de police de l'eau

Dossier suivi par :

Francis FLOQUET *c.f.*

Mèl : francis.floquet@sarthe.gouv.fr

Tél. : 02 72 16 41 63

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement

La modification de profil de cours d'eau "Le Coëlon" sur la commune de Beaufay
Accord sur dossier de déclaration

Réf. :72-2015-00299

LE MANS, le 30/09/2015

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

La modification de profil de cours d'eau "Le Coëlon" sur la commune de Beaufay

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 17/09/2015, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de Beaufay pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la SARTHE durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agrèer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Chef du service eau et environnement

Philippe NOUVEL *Philippe Nouvel*

Fiche technique relative à :
L'aménagement du cours d'eau le Coëlon relatif à la sécurité des usagers au droit d'une voirie communale. Commune de Beaufay

Procédure de dossier de déclaration loi sur l'eau

Maître d'ouvrage : Association Syndicale des Riverains de l'Huisne et de la Vive Parente

Eléments techniques	Caractéristiques du projet
Cours d'eau Classement piscicole	Le Coëlon 2 ^{ème} catégorie piscicole
NATURA 2000 SDAGE Loire Bretagne 2010-2015 SAGE du bassin versant de l'Huisne PPRI/AZI Arrêté de biotope cours d'eau	Non Oui (les travaux sont compatibles) Oui (pas contraire au règlement) Sans objet Non
Nature de l'opération Rubriques de la nomenclature concernée	Aménagement du lit mineur d'un cours d'eau et de ses berges 3.1.2.0 et 3.1.5.0
Caractéristiques de l'opération et consistance des travaux	Longueur totale 50 m Ecrêtement du haut de berge en rive gauche, mise en place de risbermes et fascinage Enrochement non lié en rive gauche (3x10m)
Mesures de protection du milieu Objectif	Si besoin, mise en place d'un dispositif empêchant les départ des sédiments. Respecter la mise en place des mesures énoncées au dossier Permettre un meilleur écoulement naturel des eaux et réduire les phénomènes d'érosion en rive droite
Période de réalisation	Premier trimestre 2016
Durée des travaux	15 jours
Suivi de l'opération en phase travaux, surveillance et bonne tenue de l'opération dans l'avenir uniquement dans la délimitation du cours d'eau	La technicienne de l'ASRHVP
<u>Dispositions particulières et observations :</u>	
<ul style="list-style-type: none"> - Respect des prescription particulières mentionnées à l'arrêté ministériel du 28/11/2007 (joint). - Respect des prescription particulières mentionnées à l'arrêté ministériel du 30/09/2014 (joint). 	

- Prévenir avant réalisation le service chargé de la police de l'eau de toutes modifications apportées au dossier et des éventuels incidents survenant au cours de la phase travaux.
- Le même service sera aussi tenu informé de la date de commencement des travaux.
- Les travaux projetés auront pour objectif d'atténuer les phénomènes d'érosion en rive droite du Coëlon qui longe en cette partie une voirie communale. En terme de sécurité routière des usagers la réflexion à engager et les mesures à prendre sont de la responsabilité de la commune de Beaufay.